

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 novembre 2022

---

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES -  
(N° 443)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° CE844

présenté par

Mme Laernoès, M. Fournier, Mme Batho, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh,  
Mme Chatelain, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, M. Lucas, Mme Pasquini,  
M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi,  
M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

**ARTICLE 17**

Compléter les alinéas 17 et 38 par la phrase suivante :

« Compte tenu de sa nature, l'objet de ce contrat peut être défini au moyen de spécifications techniques faisant mention d'un mode de production particulier ou d'une provenance ou origine déterminée conformément au second alinéa de l'article R. 2111-7 du code de la commande publique. ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les contrats de vente directe à long terme d'électricité, ou Power Purchase Agreements (PPA), introduits par l'article 17 sont des outils contractuels permettant aux acheteurs publics de bénéficier d'un prix de l'électricité stable et compétitif sur le long terme en sécurisant à la fois le producteur et le consommateur et ce sans nécessiter de soutien de la part de l'État.

Au-delà de cette dimension économique et de sécurisation des prix sur le long terme, les PPA constituent également pour les collectivités un formidable outil de développement territorial des énergies renouvelables sur un territoire : il ne s'agit donc pas uniquement d'acheter de l'énergie, mais également de renforcer la résilience énergétique d'un territoire.

Pour garantir cette dimension territoriale des projets, il importe de permettre aux collectivités de préciser explicitement dans leurs consultations ou appels d'offres portant sur des PPA une indication géographique sur la localisation de moyens de production qui seront construits ou utilisés.

Cet amendement est issu de discussions avec les associations France Urbaine et AMORCE.